



À Kuala Juru en Malaisie, on a formé une coopérative d'élevage de coques pour réagir à la pollution qui a éliminé la pêche.

EN ASIE DES CONSOMMATEURS PASSENT À L'ACTION

par LIBBY BASSETT

La Perle de l'Orient, la Malaisie, est dévorée par le développement. Parmi les premières victimes se trouvent les pêcheurs. Or, il faut savoir que la pêche est un métier traditionnel dans cette région. Au début des années 70, une cinquantaine d'industries, regroupées en un même secteur de Kuala Juru, ont commencé à décharger leurs déchets dans la rivière : les poissons moururent et la communauté de pêcheurs perdit son gagne-pain.

Cette anecdote n'est pas nouvelle, et elle se répète un peu partout dans le monde. Ce qui est nouveau ici, à Penang, en Malaisie, c'est qu'un petit groupe d'animateurs, membres de la CAP (Association des consommateurs de Penang) a encouragé les villageois de Kuala Juru à exprimer leur indignation au gouvernement et dans la presse.

« Je ne suis pas contre le progrès, disait alors, en 1976, le chef du village, Pak Salleh. Je ne suis pas contre l'implantation d'usines. Mais pourquoi une si mauvaise planification? Pourquoi tolérer des usines qui polluent la rivière? Notre village se trouve à l'embouchure et nous dépendons de celle-ci pour notre survie. Nous sommes pêcheurs. Que faire maintenant? »

Que s'est-il passé? Les pêcheurs de Kuala Juru, après avoir connu des années d'épreuves et défendu leur cause ensemble, avec l'aide de la CAP, ont finalement mis sur pied une coopérative d'élevage de coques, petits mollusques comestibles qui résistent bien mieux que le poisson à la pollution chimique. Les villageois, qui travaillent maintenant ensemble, ont un salaire plus élevé qu'au temps où ils pêchaient, chacun de leur côté. En signe de reconnaissance, les éleveurs de Juru prélèvent aujourd'hui sur chaque sac de coques 0,05 \$ en faveur de la CAP qui les a appuyés dans le passé et qui maintient de bonnes relations

avec le village. Cette contribution sert à soutenir le travail de la CAP dans les régions rurales de la Malaisie.

Les effets du travail de la CAP se font sentir bien au-delà de son lieu d'origine. Ce qui est étonnant au sujet de cette association de consommateurs, c'est qu'elle a incité à l'action des personnes et des organismes qui, aujourd'hui, se font entendre dans le monde entier.

DIX ANS DE PROGRÈS RAPIDE

La CAP, en 1976, n'avait que 76 membres; elle en compte maintenant des milliers. En 1974, l'un de ses cofondateurs, Anwar Fazal, a ouvert le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique de l'Organisation internationale des unions de consommateurs (IOCU) présent dans 50 pays. Aujourd'hui, Anwar Fazal est le premier président de l'IOCU originaire du Tiers-Monde. Dès 1977, la section de l'environnement de la CAP, se voyant débordée par les problèmes nationaux et régionaux, a décidé de fonder une organisation sœur dont les horizons s'étendaient bien au-delà de Penang : *Sahabat Alam Malaysia* (SAM), ou les Amis de la Terre Malaisie, l'un des groupes d'environnementalistes les plus dynamiques.

Le but premier de tous ces organismes est de considérer le développement à partir de la base. En plus de protéger les citoyens contre les malversations, fonction habituelle des organisations de consommateurs dans les pays développés, les organismes malaisiens interviennent dans le domaine des besoins élémentaires : usage sensé des ressources, pollution de l'environnement, culture et coutumes. Ils travaillent aussi du côté de la recherche, des publications, des programmes éducatifs et des médias. Il s'agit, en d'autres mots, d'être le porte-voix des collectivités pauvres et de les aider à résoudre leurs problèmes. Les trois petits organismes déjà mentionnés éclairent d'un sens nouveau l'adage : « Une réflexion universelle, une

action locale », car leurs succès locaux les poussent à une action universelle.

S.M. Mohd. Idris est fondateur, président, guide et animateur et de l'Association des consommateurs de Penang et de *Sahabat Alam Malaysia*. Selon la description qu'en donne un journaliste et admirateur malaisien, il est « consciencieux, enthousiaste et dévoué et a vraiment à cœur de défendre les petites gens, dont il s'est fait le champion. » Homme d'affaires qui a réussi, Idris, aux dires de plusieurs, aurait pu mettre tout son temps, toutes ses énergies, à accumuler les succès.

« Quel que soit notre métier ou notre profession, affirme Idris, je crois que chacun de nous a une responsabilité sociale. Or, étant donné leur rôle, les gens d'affaires ont une responsabilité encore plus grande. L'essentiel, dans la vie, ce n'est pas le matérialisme crasse. Le monde des affaires doit voir à ce que les ressources nationales malaisiennes ne soient ni pillées ni détruites. De même, les gens d'affaires doivent s'assurer que le système économique est solide, indépendant et apte à répondre aux besoins fondamentaux des consommateurs. »

Idris vit et se vêt simplement; les habits à rayures fines ne sont pas son fait. Il porte le dhoti indien ou une simple chemise blanche et un pantalon. Parce qu'il croit que le développement a mal tourné en Malaisie, comme dans toute l'Asie, Idris se sent une vocation et une force qui touchent au désespoir. Lorsqu'il songe aux transformations qu'a si brutalement subi son peuple, dans son environnement comme dans sa culture, et bien qu'il soit heureux des succès remportés par la CAP et par SAM, il croit néanmoins que la bataille est perdue, tant est grand le nombre de ceux qui souffrent d'une mauvaise planification du développement.

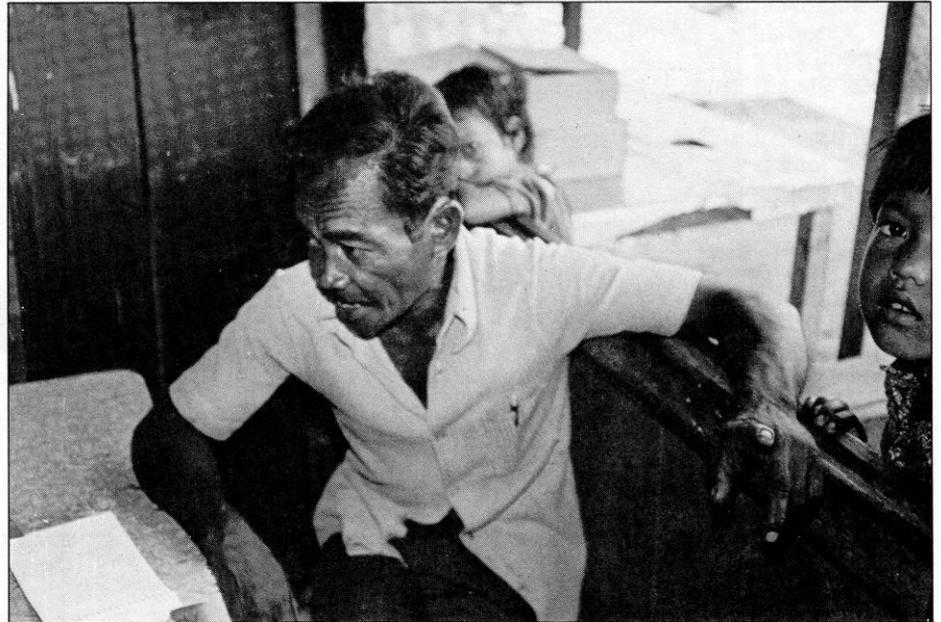
UN EXEMPLE

En voici un exemple. Tokong Batu est un petit village de pêcheurs, situé un peu à l'extérieur de la capitale de Penang, Georgetown, et ainsi nommé au temps où Georges III régnait sur la colonie. Le village est bâti sur un appontement, mais il a été à sec pendant un an et demi. Le gouvernement ayant décidé de construire une route sur la rive, la terre déplacée « temporairement » au cours de la construction resta sur place et, telle une digue, retint les eaux du détroit de Malaka. Le village se trouva donc à sec sur son appontement. Pour des raisons mal expliquées, mais sans doute par manque de fonds, les travaux ont été arrêtés; et l'interruption « temporaire » semble maintenant semi-permanente. La marée ne ramasse plus les déchets du village dont les maisons, dorénavant, se trouvent au milieu d'un marécage puant, où règne la pollution sous toutes ses formes.

Le même projet de voie publique a d'autres effets destructeurs. Il s'agit cette fois d'un village où l'on construit des bateaux, plus loin, le long de la côte. Le gouvernement a demandé

aux constructeurs de quitter les lieux. Depuis cinq ans, il soutient que le village fera place à une route et exerce une pression de plus en plus forte sur eux, sans toutefois leur offrir un nouvel emplacement ni une compensation quelconque pour le déménagement. La CAP est donc venue appuyer les constructeurs, tâchant de les convaincre de demeurer sur place jusqu'à ce que le gouvernement leur offre un certain dédommagement.

Le personnel de la CAP compte



« Je ne suis pas contre le progrès, de dire Pak Salleh, mais pourquoi ne planifie-t-on pas davantage? »

La CAP a ainsi découvert des quantités dangereusement élevées d'additifs chimiques, y compris de produits chimiques défendus, dans certains aliments et boissons...

actuellement 68 employés, jeunes pour la plupart, formant un microcosme de la société multiraciale de la Malaisie. Malais, Chinois et Indiens, vêtus à l'occidentale ou selon leurs coutumes nationales, travaillent ensemble, discrètement, dans une vaste maison ouverte au public et donnant sur le détroit de Malaka, à la réalisation d'un grand nombre de programmes.

On vient porter plainte en personne ou l'on écrit à la CAP. En 1972, selon le directeur de la recherche, Khor Kok Peng, diplômé d'Oxford, l'association a traité 55 griefs; depuis, on les compte par milliers. « La section des plaintes, affirme-t-il, rend surtout service aux couches les plus pauvres de la communauté, celles qui n'ont pas l'habitude de s'expliquer ou qui manquent d'assurance et ne peuvent elles-mêmes porter plainte, et qui n'ont certes pas les moyens d'assumer des frais juridiques. »

La CAP effectue des enquêtes et vérifie les produits locaux, entre autres la nourriture vendue au marché, les manuels, les honoraires médicaux et les tarifs d'autobus. Elle a ainsi découvert des quantités dangereusement élevées d'additifs chimiques, y compris de produits chimiques défendus, dans certains aliments et boissons; des collibacilles en nombre 11 000 fois plus élevé que le niveau normal dans du poisson; enfin, des doses illégales de mercure, de cad-

mium et de plomb dans des produits de beauté et des médicaments. Si la CAP fait paraître les résultats de ses tests dans la presse, c'est pour alerter le public et contraindre le gouvernement à établir et à mettre en pratique des normes de sécurité (voir l'encadré).

L'association publie des livres, brochures et bulletins sur des sujets aussi variés l'image de la femme dans les médias, l'effet de la violence à la télévision sur les enfants, le développement rural et les droits de la personne en Asie du Sud-Est, et l'augmentation des honoraires médicaux. La CAP a également publié une étude, La crise de l'environnement en Malaisie et a réalisé un film couleur de 21 minutes portant le même titre. Ce court métrage a d'ailleurs remporté, en concurrence avec 102 autres oeuvres présentées par 16 pays le 2e prix du Festival international du film des consommateurs, tenue à Berlin. La CAP a tourné et monté le film en Malaisie, avec un budget de moins de 13 000 \$Can., c'est-à-dire beaucoup moins que ce qu'il en aurait coûté en Amérique du Nord.

UN RÉSEAU

En octobre dernier, SAM a organisé et tenu à Penang un colloque ayant pour thèmes « les problèmes du développement et de l'environnement » et « la crise des richesses naturelles en Asie et dans le Pacifique ». Il s'agissait de la première réunion régionale ras-

semblant des ONG, des journalistes, des groupes de médias (venus d'aussi loin que d'Angleterre), des universitaires et des représentants régionaux des organismes des Nations Unies. Ce colloque a donné naissance au Réseau de l'environnement des peuples de l'Asie et du Pacifique (APPEN), dont SAM est le coordonnateur. Les 70 participants ont accepté de recueillir et de diffuser des renseignements et de les échanger non seulement entre eux, mais aussi avec d'autres groupes et réseaux et avec les organismes de l'ONU. Ils se sont aussi engagés à fournir aux responsables du gouvernement, aux manufacturiers et aux industriels des renseignements susceptibles de les intéresser davantage aux questions environnementales et sociales.

L'une des réalisations les plus ambitieuses de SAM reste son rapport annuel sur l'état de l'environnement en Malaisie, publié depuis 1980. La Loi de 1974 sur la qualité de l'environnement stipule que le directeur général de l'Environnement doit publier un tel rapport annuel, mais celui-ci ne l'a pas fait depuis 1976. SAM a donc décidé de s'en charger. Dans son rapport de 1983-1984, comptant 96 pages, l'organisme n'y va pas de main morte; à preuve, ces lignes de l'introduction: « Le manque de renseignements et l'absence de coopération de la part des autorités ne cessent de freiner le travail des environmentalistes.

« Ce qui a découragé ces derniers, poursuit le rapport, c'est qu'il n'y a jamais eu de politique officielle au sujet de l'environnement et de la protection », mise à part la loi de 1974; mais, écrit SAM, celle-ci n'a pas de mordant. « Là où l'on planifie un soi-disant développement, toute préoccupation écologique est absente. Cela est évident quand on pense qu'il n'existe aucune évaluation obligatoire de l'impact sur l'environnement des projets de développement nationaux. »

UN CENTRE MONDIAL

Le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique de l'Organisation internationale des unions de consommateurs (IOCU), lequel, d'une certaine façon, n'aurait pu voir le jour sans la CAP, est devenu le centre nerveux de l'IOCU dans le monde. L'organisation joue un rôle consultatif auprès de plusieurs organismes de l'ONU. Son objectif n'est-il pas d'être le porte-parole des consommateurs du monde entier?

C'est ainsi que, à la fin des années 70, l'IOCU a pris la parole au nom de nouveaux consommateurs: les bébés. De concert avec d'autres groupes de pression, l'IOCU a dénoncé les stratégies commerciales agressives des gros producteurs de mélanges lactés pour bébés, lesquels ont contribué à la malnutrition et à la mort de milliers de bébés du Tiers-Monde. L'IOCU et d'autres organismes ont mis au point un code d'éthique pour régir la commercialisation des substituts du lait maternel. Ce code a été adopté par

l'Organisation mondiale de la santé en 1981; c'était le premier code universel touchant une catégorie de consommateurs.

En 1981, le bureau régional pour l'Asie et le Pacifique de l'IOCU, en collaboration avec le Congrès fédéral allemand des groupes d'action politique pour le développement (BUKO), a convoqué une réunion à Genève, en présence d'organismes de l'ONU. Il s'agissait de protester contre le manque d'éthique dans la vente de produits pharmaceutiques aux pays du Tiers-Monde.

L'alliance ainsi formée à Genève, Action santé internationale (ASI), regroupe des organismes de développement de 40 pays; on y retrouve l'Oxfam (Grande-Bretagne), l'Interfaith Center on Corporate Responsibility (États-Unis), le Centre de santé populaire

(Bangladesh) et, bien sûr, l'Association des consommateurs de Penang (Malaisie).

L'ASI veut promouvoir, à travers le monde, l'emploi sans risque, rationnel et peu coûteux des produits pharmaceutiques, et empêcher la vente à bas prix de médicaments dangereux dans les pays en développement.

En 1982, le bureau régional de l'IOCU revenait à la charge, cette fois en collaboration avec Sahabat Alam Malaysia (SAM), et créait le Réseau d'action pesticide (PAN). Dès la première réunion, les 39 participants, provenant de 16 pays, se mirent en campagne pour arrêter la vente et l'emploi généralisés de pesticides non recommandés. Parmi les cofondateurs de PAN, mentionnons: Oxfam, le Centre de liaison sur l'environnement (Kenya), l'Union des consommateurs du Japon, le Groupe de la Déclaration de Berne (Suisse) et l'Institut pour une politique de l'alimentation et du développement, qui a publié l'exposé choc *Circle of Poison*.

Moins de deux ans plus tard, en février 1984, le PAN tenait sa première grande réunion à La Haye, avec l'aide du gouvernement néerlandais. Le PAN, cette fois, regroupait plus de 300 organismes venant de 49 pays et de tous les continents et s'intéressant à l'environnement, la consommation, la religion, de développement et l'agriculture. Lors de ce congrès le PAN international, comme il est maintenant appelé, a mis sur pied un système de groupes de travail et de centres qui coordonneront ses recherches et ses activités. À cette occasion, les membres du PAN se sont félicités des succès importants qu'ils ont remportés en faisant adopter des résolutions sur les pesticides par l'Assemblée générale de l'ONU de même que par le Parlement européen. L'influence du PAN s'est aussi fait sentir auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et d'autres organismes internationaux.

Les faits sont là pour le prouver, ces animateurs, originaires d'une petite île, ont acquis une stature internationale: mise sur pied de l'Association des consommateurs de Penang (CAP), ouverture, par un membre de la CAP, du bureau régional de l'IOCU; enfin, fondation de *Sahabat Alam Malaysia*, organisme pour l'environnement dont l'influence est maintenant régionale, et même internationale. Malgré des débuts modestes, ces organisations ont aujourd'hui des ramifications qui, partout dans le monde, assurent une vie meilleure, sans risques et plus saine pour des millions de personnes. □

Libby Basset est directrice des publications et des communications au World Environment Center. Renseignements: Association des consommateurs de Penang (CAP) 27, chemin Kalawei Penang (Malaisie); Organisation internationale des unions de consommateurs (IOCU), Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, B.P. 1045, Penang (Malaisie); Sahabat Alam Malaysia (SAM), 37, Lorong Birch, Penang (Malaisie).

LA CAP ET LA LOI

La protection du consommateur repose en grande partie sur une pratique de la vigilance. Il faut, d'une part, être attentif aux risques d'abus dans les échanges économiques et, d'autre part, réprimer ces abus par des lois qui ne restent pas lettre morte. Si les pays en développement n'ont pu se donner un corpus de lois du consommateur, c'est qu'ils ont manqué de ressources pour s'adapter à un monde des affaires qui évolue rapidement.

Les groupes de consommateurs engagés, comme la CAP, peuvent jouer un rôle critique afin d'assurer une meilleure protection aux consommateurs en identifiant leurs besoins juridiques à partir du contenu et du nombre des plaintes reçues: quelles lois devraient être créées, révisées, renforcées ou même appliquées avec plus de vigueur?

En 1983, la CAP a proposé un projet au CRDI; il s'agissait de préparer une série de mémoires à l'intention du gouvernement malaisien au sujet des aspects légaux de la protection des consommateurs. Du même coup, la CAP fournirait de l'information aux membres du barreau, aux professeurs de droit et, grâce aux médias, au grand public, de sorte que tous puissent être mieux avertis des problèmes des consommateurs et soient plus vigilants à cet égard. Ce projet donnerait aussi aux étudiants en droit travaillant avec la CAP l'occasion de se familiariser avec les lois des consommateurs.

Un second projet a été mis en train avec l'aide du CRDI. Il s'agit d'une enquête approfondie sur la commercialisation des produits pharmaceutiques en Malaisie visant à déterminer s'il y a surtarification, ordonnances indues et mises en garde inadéquates au sujet des réactions aux produits.